

Sur le plan politique, les Ambassadeurs de la Troïka (France, Etats-Unis, Belgique) ont effectué une nouvelle démarche auprès du directeur de cabinet du Président (puisque Mobutu refuse de recevoir l'Ambassadeur de Belgique) et d'Etienne Tshisekedi. Ils ont insisté auprès de leurs interlocuteurs sur l'importance d'une désignation rapide d'un Premier ministre dans le respect des dispositions de l'acte constitutionnel régissant la transition. Mais il est à craindre que cette démarche n'ait pas plus de succès que les précédentes. La classe politique zaïroise reste indifférente à l'effondrement du pays.

RWANDA

*Point de situation - Deloye, Rin
7 juin 1994*

Sur le terrain les combats se poursuivent. Les rebelles du FPR qui n'ont pas encore pris le contrôle total de Kigali, exercent une très forte pression sur Gitarama, siège du gouvernement intérimaire.

Les négociations sur le cessez-le-feu, engagées sous l'égide des Nations-Unies, n'ont pas abouti. L'objectif premier du FPR reste la victoire militaire complète sur les forces gouvernementales. Le Président Museveni a, devant des journalistes, critiqué cette stratégie et regretté que le FPR s'obstine à poursuivre les combats plutôt que d'engager des négociations avec les partis politiques rwandais pour un partage du pouvoir.

Les Nations-Unies pour leur part rencontrent toujours beaucoup de difficultés pour rassembler et équiper les 5500 hommes de la MINUAR qui devraient déjà être déployés au Rwanda.

Le sommet régional qui devait avoir lieu le 6 juin, à Nairobi, à l'invitation du Président du Kenya a été annulé. Certains chefs d'Etat invités dont le Président Mobutu et, semble-t-il, le Président Museveni n'avaient pas confirmé leur présence.

Enfin, Médecins du Monde a pu, avec l'aide du Quai d'Orsay, évacuer de Kigali sur Paris le 5 juin une quarantaine d'enfants rwandais gravement blessés.